

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 2/2019

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Action paulienne

Notion – Recevabilité – Qualité pour agir – Fraude du débiteur – C. civ., art. 1167. 190

Astreinte

1° Demande de suspension – Forme – Liberté – Requête – Admissibilité – C. civ., art. 2063. 217

2° Révision – Conditions – Impossibilité de satisfaire à la condamnation principale – Notion – C. civ., art. 2063. 217

Cassation

Cas d'ouverture – Défaut de base légale – Définition – Critique de l'insuffisance des constatations de fait – Cas d'ouverture non recevable pour critiquer l'insuffisance d'un motif de droit – Loi du 18 février 1885, art. 10. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 117

Contrats, conventions et obligations

1° Chaînes de contrats – Absence de transfert de propriété d'une chose – Sous-contrat – Sous-traitance – Relation contractuelle entre le sous-traitant et le maître de l'ouvrage (non) – C. civ., art. 1165. 169

2° Inexistence – Nullité – Distinction – Régimes – C. civ., art. 1109. 175

Droit d'établissement

Sociétés commerciales – Dirigeant de droit – Dirigeant de fait – Notion – Critères – Preuve – Loi du 2 septembre 2011, art. 39. 220

Droit pénal

1° Droit pénal général – Concours d'infractions – Concours de délits – Délits commis pour partie après une première condamnation devenue irrévocable – Délits ne se trouvant pas en concours réel – C. pén., art. 60. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 141

2° Droit pénal spécial – Circulation routière – Propriétaire ou détenteur du véhicule tolérant la mise en circulation – Ivresse – Défaut de permis de conduire valable – Responsabilité pénale – Détenteur d'un véhicule ayant toléré la conduite par son époux – Véhicule appartenant à la communauté légale des époux – Exonération – Exception – Epoux s'immisçant dans la conduite – Loi du 14 février 1955, art. 12, par. 5 et 13, par. 13, al. 2. 201

Indivision

- 1° Immeuble - Dépense nécessaire pour la conservation du bien - Remboursement du prêt hypothécaire ayant servi à l'acquisition - Absence d'améliorations effectuées à l'immeuble - Pertinence (non) - Indemnité due par l'indivision - C. civ., art. 815-13, 1°. 196
- 2° Immeuble - Occupation par un indivisaire - Indemnité d'occupation due à l'indivision - Conditions - Jouissance exclusive - Impossibilité de droit ou de fait pour le co-indivisaire d'user de la chose - C. civ., art. 815-9. 196

Marque de produits et de services

- 1° Déchéance - Evitement - Usage - Forme - Usage par un tiers avec l'accord du titulaire - Usage normal - Usage de la marque sous une forme différente - Conditions - Usage d'une marque verbale - Admissibilité - Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.26.2a), art. 2.26.3a) et art. 2.26.3c). 203
- 2° Dénomination sociale - Usage comme marque - Critères - Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.20.1b). 203
- 3° Protection - Atteinte à la fonction essentielle de la marque - Conditions - Risque de confusion - Similitude entre la marque et le signe - Similitude des produits ou services - Impression globale produite par les signes - Consommateur moyen - Appréciation - Début de l'usage du signe - Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.20.1b). 203
- 4° Atteinte - Droit à indemnisation - Nécessité d'une faute ou mauvaise foi (non) - Dommages et intérêts forfaitaires - Critère - Perte du pouvoir distinctif - Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.21.2b). 203

Preuve

- 1° Actes sous seing privé - Date certaine - But - Protection des tiers - Conjoint marié sous le régime de la communauté - Tiers (non) - C. civ., art. 1328. 175
- 2° Actes sous seing privé - "Formalité du double" - Omission - Sanction - Nullité de l'acte (non) - Commencement de preuve par écrit - Exécution de son obligation par une partie au moment de la rédaction de l'écrit - Inutilité de la formalité - C. civ., art. 1325. 175

Procédure civile

Travail - Délégué du personnel - Modification unilatérale d'une clause essentielle du contrat de travail - Recours en cessation - Recours régi par l'article L. 415-10, paragraphe 2, alinéa 3, du Code du travail - Appel - Compétence du magistrat président la chambre de la Cour d'appel à laquelle sont attribués les appels en matière de droit du travail - Appel à introduire par voie de requête - Inapplicabilité du droit commun de l'appel - C. trav., art. L. 415-10. - **Avec les conclusions du Parquet général.** 117

Procédure pénale

- 1° Sursis probatoire – Révocation – Commission d’une nouvelle infraction – Infraction commise en partie avant et en partie après la condamnation assortie du sursis probatoire – Condamnation nouvelle assortie du sursis probatoire – Condamnation nouvelle entraînant néanmoins la révocation du sursis probatoire antérieur – C. pr. pén., art. 629 et 631. – **Avec les conclusions du Parquet général.** 141
- 2° Jugement – Condamnation – Obligation d’énoncer les infractions – Enoncé dans le dispositif – Omission – Nullité (non) – C. pr. pén., art. 195. 155
- 3° Appel – Ministère public – Exercice du droit d’appel dans l’intérêt de la société – Intérêt à relever appel d’une décision de non-lieu rendue sur réquisitions conformes – C. pr. pén., art. 133. 188

Régimes matrimoniaux

- 1° Actes faits par un époux sur les biens communs – Action en nullité – Prescription – Délai biennal – Point de départ – Connaissance de l’acte – Expiration du délai – Possibilité d’invoquer la prescription par voie d’exception – C. civ., art. 1427. 175
- 2° Dissolution – Partage de la communauté – Récompense due par la communauté – Régime de la preuve – C. civ. art. 1402. 184
- 3° Dissolution – Partage de la communauté – Application – Bijoux – Bien propre par nature – Limite – Bijoux représentant un investissement réalisé par la communauté – Bien commun – C. civ. art. 1404. 184

Sociétés commerciales

- 1° Domiciliation de sociétés – Définition – Etablissement d’un siège social auprès d’une personne relevant de l’une des professions réglementées par la loi – Loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, art. 1. 161
- 2° Domiciliation illégale auprès d’une personne ne relevant pas de l’une des professions réglementées par la loi – Appréciation en fait – Critères – Loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, art. 1. 161

Sous-traitance

Paiement direct du sous-traitant par le maître de l’ouvrage – Conditions – Acceptation du sous-traitant par le maître de l’ouvrage – Conditions de paiement agréées par le maître de l’ouvrage – Loi du 23 juillet 1991, art. 2 et 7. 169

Successions

Communauté universelle – Biens indivis recueillis par un des époux – Biens entrant en communauté – Action en partage – Action appartenant au seul époux héritier – C. civ., art. 815 et 1526. 175

Testament

Testament authentique – Révocation – Forme – Révocation susceptible d’être effectuée par un testament postérieur, quelle qu’en soit la forme – Révocation susceptible d’être effectuée par un testament olographe – C. civ., art. 980 et 1035. – **Avec le mémoire en cassation du Parquet général.** 131

Travail

Contrat de travail – Licenciement – Modification par l'employeur d'une clause essentielle du contrat de travail – Refus par le salarié d'accepter la modification – Refus à considérer comme licenciement – Application des dispositions légales régissant les droits des salariés licenciés – Application de la législation relative à l'indemnité de départ – Conséquence – Caractère non abusif du licenciement résultant du refus n'impliquant pas en lui-même le défaut de droit du salarié à une indemnité de départ – C. trav., art. L. 121-7 et L. 124-7. – **Avec les conclusions du Parquet général.**

111